ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 26 octobre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la formation continue des officiers subalternes du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces armées en vue de l'avancement au grade de major ou à un grade équivalent", a donné le 24 novembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 26 oktober 1993 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voortgezette vorming van de lagere officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsexamens, door de beroepsofficieren van de krijgsmacht af te leggen met het oog op de bevordering tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad", heeft op 24 november 1993 het volgend advies gegeven :

Observation préliminaire.

L'arrêté en projet prévoit notamment en son article 39, § 1er, l'abrogation de l'arrêté royal du 18 octobre 1982 relatif à l'Ecole des administrateurs militaires et de l'arrêté ministériel du 18 octobre 1982 relatif à l'Ecole des administrateurs militaires.

Selon les explications fournies par les officiers délégués, les tâches d'enseignement de l'Ecole des administrateurs militaires seront assurées, à l'avenir, par l'Institut royal supérieur de défense.

Un projet d'arrêté royal, qui aurait pour objet de réorganiser cet institut et de redéfinir sa mission de formation continue, serait actuellement en préparation.

Il convient que le projet actuellement soumis à la consultation du Conseil d'Etat n'entre pas en vigueur à une date antérieure à celle de l'arrêté actuellement en préparation.

Par ailleurs, l'arrêté royal en projet ne règle pas les conséquences de l'abrogation des deux arrêtés précités relatifs à l'Ecole des administrateurs militaires, singulièrement en ce qui concerne la situation administrative et pécuniaire du personnel civil.

Cette lacune doit être comblée soit dans le présent arrêté, soit, à la rigueur, dans l'arrêté en préparation.

Observations générales de forme.

1. Le projet se réfère, tantôt à des examens, tantôt à des épreuves, sans que la différence entre les deux notions apparaisse avec clarté. Il convient d'adopter une même terminologie.

2. L'arrêté en projet utilise, dans son intitulé et dans plusieurs de ces dispositions, les mots "formation continuée", mieux vaut employer les mots "formation continue".

3. On écrira "Chapitre premier" et "Section première".

4. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", Art. 3.", etc. ... et non "Article 2.", "Article 3.", etc. ...

5. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

6. A plusieurs endroits dans les dispositions sont utilisés les mots "ci-avant", cette précision est inutile et doit être omise.

7. Les mots "sans préjudice" sont équivoques. Il convient, selon le cas, soit de les supprimer s'ils n'ajoutent rien au sens de la disposition, soit de les remplacer par une expression appropriée.

8. Dans l'ensemble du texte, il faut remplacer les mots "sur base", par les mots "sur la base de". On écrira aussi, non pas "suite à", mais "à la suite de".

9. Les chiffres et les pourcentages doivent s'écrire en toutes lettres.

*

* *

Dispositif.

Article 1er.

1. Au paragraphe 1er, 1°, (devenant alinéa 1er, 1°), on écrira : "... est également visé ...".

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "telkens als" au lieu de "telkens".

2. Au paragraphe 2, 1°, (devenant alinéa 2, 1°), mieux vaut écrire :

"1° formation continue des officiers subalternes : la formation qui, selon le cas, comporte les cours et formations ci-après :".

Au paragraphe 2, 1°, c), (devenant alinéa 2, 1°, c)), on écrira : "... au chapitre III, section première;".

Au paragraphe 2, 1°, d), (devenant alinéa 2, 1°, d)), on écrira : "... au chapitre III, section II;".

Au paragraphe 2, 3°, (devenant alinéa 2, 3°), il convient de remplacer les mots "qui sont" par le mot "et".

Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, 4°, (devenant l'alinéa 2, 4°), il y a lieu d'écrire :

"... aangewezen of aanvaard om één van de cursussen of opleidingen bedoeld in 1° te volgen;".

Au paragraphe 2, 5°, (devenant alinéa 2, 5°), les mots "par ce dernier" doivent être supprimés.

Pour éviter de répéter "Ministre de la Défense nationale" tout au long du projet, on pourrait donner la définition de "ministre", dans le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2 de l'article 1er.

Article 2.

1. Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il y a lieu de remplacer les mots "sessie", "toelating" et "deelname" respectivement par les mots "examentijd", "toestemming" et "deelneming".

2. Le paragraphe 2 prévoit que le cours de technique d'état-major est obligatoire dans tous les cas. Il ne précise toutefois pas quelles sont les conséquences qui s'attachent au fait qu'un officier ne suivrait pas ce cours ou refuserait de le suivre. S'il en résulte des conséquences préjudiciables pour l'intéressé en ce qui concerne sa situation administrative ou pécuniaire, il convient que, conformément à l'article 118 de la Constitution, la loi elle-même impose cette obligation.

Sous réserve de ce qui précède, mieux vaudrait rédiger le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. A l'alinéa 1er, 1°, mieux vaut remplacer les mots "sauf en ce qui concerne le cours de technique d'état-major, qui présente un caractère obligatoire" par les mots "conformément à l'article 2, § 2".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 2°, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Aux alinéas 2 et 3, on écrira : "...; celui-ci peut déposer un mémoire justificatif ... .

La proposition et, le cas échéant, le mémoire justificatif sont transmis ...".

3. A l'alinéa 4, les mots "ou non" doivent être supprimés.

Article 4.

1. Il y a lieu, à la fin de l'alinéa 1er d'écrire : "...que la cause d'interruption a pris fin".

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

A l'alinéa 2, les mots "de ce cours" doivent être omis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

1. Au paragraphe 1er (devenant alinéa 1er), il faut écrire "Le cours ...".

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, mieux vaut écrire dans le texte français : "... en fonction de la force armée à laquelle l'officier stagiaire appartient".

La même observation vaut pour la suite du projet.

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "een ander organisme" par les mots "een andere instelling".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2, deuxième phrase, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

1. L'alinéa 1er de cet article doit être rédigé comme suit :

"L'Institut peut organiser un test d'entrée pour le cours. Ce test mesure le niveau de préparation atteint et porte sur les matières relatives à la partie commune du cours".

2. A l’alinéa 2, mieux vaut écrire :

"L’officier qui obtient l’appréciation ...".

Article 10.

1. A l’alinéa 1er, 1°, les mots "la ou" doivent être supprimés.

A l’alinéa 1er, 2°, on intervertira les mots "en dehors de l’institut" et "le cas échéant".

2. L’alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"L’appréciation globale est émise conformément à l’annexe 2 du présent arrêté".

Article 1er.

Dans le texte néerlandais de l’alinéa 1er, il y a lieu d’écrire "naargelang van" au lieu de "in functie van".

Article 13.

1. Le texte néerlandais de l’alinéa 1er, 1°, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 1er, 1°, b), il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par "établissement civil scientifique ou technique".

Article 15.

1. Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le 1° pourrait être rédigé comme suit :

"1° les formations extra-muros autres que celle visée à l'article 11, dénommées "formations spécifiques", qui peuvent être suivies".

Article 16.

Il convient d'écrire "Peuvent être suivies comme formations spécifiques ...".

Article 19.

1. Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"Il est organisé annuellement un cours distinct pour candidat officier supérieur réservé :

1° aux officiers ayant réussi une formation extra-muros;

2° aux autres officiers".

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 3, 1°, devenant l'alinéa 3, 1°, il est proposé d'écrire "de procurer une formation qui le prépare aux fonctions ...".

Article 21.

1. Le texte néerlandais de l'article 21 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Les guillemets doivent entourer, partout, les termes désignant les différents modules.

3. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 3°, on écrira : "... dispensé uniquement aux officiers stagiaires ...".

Une remarque similaire doit être faite pour le paragraphe 2, 2°.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Le texte néerlandais du paragraphe 2, 2°, serait mieux rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais de l'article ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

1. Sous réserve de l'observation générale de forme n° 1, il est proposé de rédiger le paragraphe 1er comme suit :

"Art. 26. § 1er. Il est organisé annuellement, une seule session d'... pour l'avancement au grade de major, pour les candidats officiers supérieurs qui ont suivi les cours de candidat officier supérieur.

Cette session est organisée après la fin de ce cours.

Une seconde session est organisée pour les candidats qui n'ont pas réussi ..., au plus tard dans les trois mois suivant la fin de la première session ...".

2. Si telle est bien l'intention des auteurs, mieux vaut remplacer l'adverbe "Toutefois" utilisé au paragraphe 2, première phrase, par les termes "Par dérogation au paragraphe 1er, alinéa 2, ...".

Le texte néerlandais de l'article 26, § 2, première et deuxième phrases, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La troisième phrase du paragraphe 2 gagnerait à être précisée. Se pose notamment, la question de savoir si les résultats de l'épreuve (ou de l'examen) portant sur le module "interforces", lorsqu'ils sont positifs, dispensent l'officier de l'obligation de la représenter. Qu'en est-il, par contre, si le récipiendaire échoue à cette épreuve (ou examen) ?

Sous le bénéfice de cette observation, le texte néerlandais de l'article 26, § 2, troisième phrase devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 27.

1. Dans le texte néerlandais de l'article 27, § 1er, alinéa 2, on remplacera le mot "beletsel" par le mot "verhindering" et le mot "gekend" par le mot "bekend".

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"La demande d'ajournement est introduite ...".

3. Au paragraphe 1er, alinéa 3, on écrira :

"Le ministre ou l'autorité militaire qu'il désigne apprécie les raisons ...".

Article 29.

Il faut écrire :

"Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne institue ...".

Article 30.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Sections II et III.

1. Sauf pour la section première, la numérotation des sections se fait au moyen de chiffres romains.

2. L'intitulé de la section II serait, sous réserve de l'observation générale de forme n° 1, mieux rédigé comme suit :

"Programme des ... pour les officiers ayant suivi une formation extra-muros".

Pour la section III, l'intitulé suivant est proposé :

"Programme des ... pour les officiers n'ayant pas suivi de formation extra-muros".

Article 35.

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, 2°, le mot "thèse" prête à équivoque en tant qu'il est réservé, dans la langue universitaire, aux thèses de doctorat ou d'agrégation. Mieux vaudrait utiliser le mot "dissertation".

La même observation vaut pour l’article 36, § 1er, devenant l’alinéa 1er, 2°.

2. Le texte néerlandais de l’article 35, § 3, serait mieux rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 36.

1. Au paragraphe 1er, devenant l’alinéa 1er, il y a lieu de supprimer, dans la phrase introductive, les mots "à l’exception des officiers visés au paragraphe 4", qui sont inutiles en raison du paragraphe 4, devenant alinéa 4, du même article.

2. Le texte néerlandais de l’article 36, § 3, devenant l’alinéa 3, serait mieux rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. L’alinéa 4 pourrait être rédigé comme suit :

"Lorsqu’un officier répétiteur de l’Ecole royale militaire obtient un doctorat, à la suite de la réussite de la formation spécifique, il ne présente que l’épreuve visée à l’alinéa 1er, 1°. Il échoue à cet ... s’il n’a pas obtenu au moins 40 pour cent".

Article 37.

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 38.

La modification apportée à l'article 66 de l'arrêté royal du 7 avril 1959, par l'arrêté royal du 3 novembre 1964 est sans objet depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 mars 1974. Il n'y a donc pas lieu de mentionner ce texte modificatif.

On écrira "... remplacé par l'arrêté royal du 7 janvier 1964, modifié par les arrêtés royaux des 27 mars 1974, 27 octobre 1976 et 29 janvier 1980, ...".

Article 39.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire du paragraphe 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, 2° et 3°, mieux vaut mentionner la date et l'intitulé de l'arrêté royal visé.

Sous le bénéfice de cette observation, le texte néerlandais du paragraphe 2, 2°, serait mieux rédigé ainsi

qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 3, devenant l’alinéa 3, les mots "Pour les dispositions qui les concernent" sont source d’insécurité juridique. Ils laissent incertain le point de savoir quelles sont précisément les dispositions applicables aux officiers visés à l’article 43. Il convient, à tout le moins, d’énumérer ces dispositions dans le rapport au Roi précédant le présent arrêté, ce rapport ne fournissant, actuellement, aucune indication sur ce point.

Articles 40 et 41.

Mieux vaudrait faire un seul article de ces deux dispositions.

Par ailleurs, l’article 41 du projet laisse incertain le point de savoir si la désignation, dont il y est question, a lieu soit d’office, soit à la demande des officiers.

Sous le bénéfice de cette observation, la rédaction suivante est proposée :

"Art. 40. La condition fixée aux articles 20, § 1er, 3° et 43, § 1er, 4° n’est pas applicable aux officiers qui, à la date d’entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires :

1° du grade de capitaine ou de capitaine-commandant;

2° du grade d'enseigne de vaisseau à la Force navale.

Toutefois, le chef d'état-major d'une force peut désigner des officiers du cadre actif de sa force, visés à l'alinéa 1er, 1°, pour suivre le cours de technique de l'état-major. Les articles 2 à 10 leur sont applicables".

Article 42 (devenant l'article 41).

Il n'appartient pas au Ministre de la Défense nationale de déterminer les conditions auxquelles le Roi confère le brevet d'ingénieur du matériel militaire à un officier de la force navale.

L'arrêté en projet doit être complété, sur le modèle des articles 13 et 14, par l'énoncé des conditions auxquelles le Roi confère ce brevet; parmi ces conditions, suivant le rapport au Roi, doit figurer le fait que l'officier se porte candidat.

En conséquence, cet article doit être fondamentalement revu.

Article 43 (devenant l'article 42).

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire du paragraphe premier serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 1er, 1°, l'expression "au moins depuis la date d'entrée en vigueur du présent arrêté" est

équivoque, puisqu'elle ne permet pas de déterminer avec certitude si elle signifie "au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté" ou "après l'entrée en vigueur du présent arrêté". Cette équivoque doit être levée.

Au paragraphe 1er, 2°, mieux vaut écrire :

"2° ne pas avoir pu introduire sa candidature pour la formation visée par l'arrêté royal du 18 octobre 1982 relatif à l'Ecole des administrateurs militaires;".

3. Le texte néerlandais de l'article 43, § 2, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 5 devrait être rédigé selon le modèle de l'article 25.

5. Au paragraphe 6, alinéa 2, on peut écrire : "... l'arrêté royal visé à l'alinéa 1er, 2°".

6. Au paragraphe 7, alinéa 1er, il faut écrire "Paragraphe 6, alinéa 1er, 1°", "Paragraphe 6, alinéa 1er, 1°, b)" et "Paragraphe 6, alinéa 1er, 1°, a)".

Au paragraphe 7, alinéa 2, mieux vaut écrire "... l'ensemble des épreuves visées à l'alinéa 1er".

Au paragraphe 7, alinéa 4, il y a lieu d'écrire "visée au paragraphe 6, alinéa 1er, 2°, ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 7 serait en outre mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

7. Dans le texte néerlandais de l'article 43, § 8, on remplacera les mots "geslaagd is in" par les mots "geslaagd is voor".

Article 44 (devenant l'article 43).

A la fin de l'article, on remplacera les mots "ne lui soit applicable" par les mots "soit requise".

Le texte néerlandais de l'article 44, devenant l'article 43, serait en outre mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 46 (devenant l'article 45).

Il y a lieu de supprimer les mots "modifié par l'arrêté royal du 25 juin 1991".

Article 47 (devenant l'article 46).

1. A l'alinéa 1er, 1°, mieux vaut écrire :

"... il ait suivi avec succès ..., ou commencé cette formation et réussi celle-ci, avant la date de l'agrément;".

A l'alinéa 1er, 2°, le mot "précité" doit être omis.

2. Le texte néerlandais de l'article 47, devenant l'article 46, alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 48.

Il n'y a aucune raison de déroger, en l'espèce, au principe de la non rétroactivité des actes réglementaires.

La disposition doit être omise.

Observation finale.

Le texte néerlandais de maintes dispositions du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, de nombreuses propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

Voorafgaande opmerking.

Artikel 39, § 1, van het ontworpen besluit voorziet onder meer in de opheffing van het koninklijk besluit van 18 oktober 1982 betreffende de School der militaire administrateurs, en van het ministerieel besluit van 18 oktober 1982 betreffende de School der militaire administrateurs.

Volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigde officieren zal het Koninklijk Hoger Instituut voor defensie de onderwijstaak van de School der militaire administrateurs voortaan op zich nemen.

Thans zou een ontwerp van koninklijk besluit in de maak zijn dat tot doel heeft dat instituut te reorganiseren en zijn taak van voortgezette opleiding opnieuw te omschrijven.

Het thans om advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp mag niet in werking treden vóór de datum van inwerkingtreding van het thans in de maak zijnde besluit.

Voorts regelt het ontworpen koninklijk besluit niet de gevolgen van de opheffing van de twee voornoemde besluiten betreffende de School der militaire administrateurs, inzonderheid op het stuk van de administratieve en geldelijke toestand van het burgerpersoneel.

In die leemte moet worden voorzien, ofwel in het onderhavige besluit, ofwel, desnoods, in het besluit dat in de maak is.

Algemene opmerkingen over de vorm.

1. Nu eens is er in het ontwerp sprake van examens, dan weer van "proeven" (waar men "examengedeelten" zou moeten lezen), zonder dat het onderscheid tussen beide begrippen duidelijk tot uiting komt. Dezelfde terminologie moet worden gebruikt.

2. In het opschrift en in verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit worden de woorden "voortgezette vorming" gebruikt. Het zou beter zijn de woorden "voortgezette opleiding" te gebruiken. Tevens moet in het gehele ontwerp het woord "vorming" worden vervangen door het woord "opleiding".

3. In de Franse tekst van het ontwerp schrijve men "Chapitre premier" en "Section première".

4. Behalve voor artikel 1, moeten de bepalingen van het ontwerp "Art. 2.", "Art. 3.", enz. worden genummerd in plaats van "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz.

5. Er bestaat geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen wanneer elk ervan slechts één lid bevat.

6. De woorden "hierboven" en "hiervoor", die respectievelijk voorkomen in de artikelen 1, § 2, 4°, en 19, § 1, tweede lid, moeten als overbodig vervallen.

7. Het woord "onverminderd" is dubbelzinnig. Naargelang van het geval moet het vervallen indien het niets toevoegt aan de betekenis van de bepaling, of moet het worden vervangen door de geschikte uitdrukking.

8. Overal in de Franse tekst moeten de woorden "sur base" vervangen worden door de woorden "sur la base de". Men schrijve ook "à la suite de" in plaats van "suite à".

9. De cijfers en percentages moeten voluit in letters worden geschreven.

*

* *

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In paragraaf 1, 1°, (die het eerste lid, 1°, wordt) schrijve men : "... de gelijkwaardige graad bedoeld;".

Ook schrijve men "telkens als" in plaats van "telkens".

2. In paragraaf 2, 1°, (dit het tweede lid, 1°, wordt) zou het beter zijn te schrijven :

"1° voortgezette opleiding van de lagere officieren : de opleiding die naargelang van het geval de volgende cursussen en opleidingen bevat :".

In paragraaf 2, 1°, c), (die het tweede lid, 1°, c), wordt) schrijve men : "de opleiding tot ... in hoofdstuk III, afdeling I;".

In paragraaf 2, 1°, d), (die het tweede lid, 1°, d), wordt) schrijve men : "een specifieke opleiding ... in hoofdstuk III, afdeling II;".

In paragraaf 2, 3°, (die het tweede lid, 3°, wordt) schrijve men :

"3° extramurale opleiding : één van de opleidingen bedoeld in 1°, c) en d), verstrekt buiten het instituut;".

In paragraaf 2, 4°, (die het tweede lid, 4°, wordt) schrijve men :

"... aangewezen of aanvaard om één van de cursussen of opleidingen bedoeld in 1° te volgen;".

In paragraaf 2, 5°, (die het tweede lid, 5°, wordt) moeten de woorden "door deze laatste" vervallen.

Om te voorkomen dat de woorden "Minister van Landsverdediging" in het gehele ontwerp voortdurend moeten worden herhaald, kan in paragraaf 2 van artikel 1, die het tweede lid wordt, de begripsomschrijving van de "minister" worden gegeven.

Artikel 2.

1. In paragraaf 1 vervange men de woorden "sessie", "toelating" en "deelname" respectievelijk door de woorden "examentijd", "toestemming" en "deelneming".

2. Paragraaf 2 bepaalt dat de cursus staftechniek in alle gevallen verplicht is. Evenwel wordt niet bepaald wat de gevolgen zijn indien een officier die cursus niet volgt of zelfs weigert die te volgen. Indien dat gevolgen heeft die nadelig kunnen zijn voor de administratieve of geldelijke toestand van betrokkene, dan moet die verplichting bij wet worden voorgeschreven, overeenkomstig artikel 118 van de Grondwet.

Onder voorbehoud van het vorenstaande zou het beter zijn paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"Een officier kan steeds verzaken zijn opleiding aan te vangen, ook al is hij door de minister aanvaard, behalve wat de cursus staftechniek betreft, welke verplicht is".

Artikel 3.

1. In het eerste lid, 1°, zou het beter zijn de woorden "behalve wat de cursus staftechniek betreft welke verplicht is" te vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 2, § 2".

In het eerste lid, 2°, schrijve men : "... , de karaktereigenschappen of de fysieke geschiktheid bezit om met goed gevolg zijn opleiding voort te zetten".

2. In het tweede en het derde lid schrijve men : "...; deze kan een verweerschrift indienen binnen zes werkdagen na de kennisgeving van het voorstel.

Het voorstel en, in voorkomend geval, het verweerschrift worden overgezonden aan de stafchef ...".

3. In het vierde lid moeten de woorden "al dan niet" vervallen.

Artikel 4.

1. Aan het eind van het eerste lid schrijve men : "... ingeschreven voor de eerstvolgende opleiding die wordt georganiseerd nadat de oorzaak van de onderbreking een einde heeft genomen".

2. In het tweede lid schrijve men : "... de ingeschreven officier-stagiair vrijstellen van de gedeelten van de opleiding waarvoor hij reeds geslaagd is".

Artikel 5.

Men schrijve "alsook" in plaats van "evenals". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6, eerste lid, 2°.

Artikel 6.

In het tweede lid van de Franse tekst moeten de woorden "de ce cours" vervallen.

In het tweede lid schrijve men : "Jaarlijks worden verscheidene reeksen van die cursus georganiseerd".

Artikel 7.

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men :

"Iedere lagere officier van het actief kader moet de cursus volgen voor hij met de graad van kapitein wordt bekleed".

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"De in het eerste lid bedoelde voorwaarde omtrent de graad is niet toepasselijk op :

1° de officier-geneesheer, de officier-apotheker, de officier-tandarts of de officier-veearts;

2° ... (zoals in het ontwerp);

3° de beroepsofficier die een extramurale opleiding gevolgd heeft".

3. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men :

"Binnen ieder krijgsmachtdeel ... voor welke reeks van de cursussen iedere officier wordt ingeschreven".

Artikel 8.

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven : "... en fonction de la force armée à laquelle l'officier stagiaire appartient".

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

2. In het tweede lid van paragraaf 1 vervange men de woorden "een ander organisme" door de woorden "een andere instelling".

3. Het zou beter zijn de tweede volzin van paragraaf 2 als volgt te stellen : "Omtrent de stof van het specifieke gedeelte vaardigt de stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel een reglement uit".

Artikel 9.

1. Het eerste lid van dit artikel moet als volgt worden gesteld :

"Het instituut kan voor de cursus een toelatingsexamen organiseren. Dat examen peilt naar het bereikte niveau van voorbereiding en heeft betrekking op de stof van het gemeenschappelijke gedeelte van de cursus".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De officier die de beoordeling "onvoldoende" krijgt, mag niet deelnemen aan de cursus en wordt voor een latere reeks opgeroepen. In dat geval heeft het voor de tweede maal afgelegde toelatingsexamen niet tot gevolg dat de officier van verdere deelneming wordt uitgesloten".

Artikel 10.

1. In het eerste lid, 1°, moeten de woorden "het gedeelte of" vervallen.

In het eerste lid, 2°, schrijve men : "door de commandant van de militaire instelling voor het specifieke gedeelte dat in voorkomend geval buiten het instituut is onderwezen".

2. Het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"De algehele beoordeling wordt gegeven overeenkomstig bijlage 2 bij dit besluit".

Artikel 11.

Men schrijve "naargelang van" in plaats van "in functie van".

Artikel 13.

1. In het eerste lid, 1°, vervange men de woorden "functies" en "inrichtingen" respectievelijk door "functie" en "instellingen".

2. In het eerste lid, 1°, b), moet nader worden bepaald wat verstaan dient te worden onder "wetenschappelijke of technische burgerlijke inrichtingen (lees : instelling)".

Artikel 15.

1. In de inleidende zin vervange men de woorden "in functie van" door de woorden "naargelang van".

2. Onderdeel 1° kan als volgt worden gesteld :

"1° de extramurale opleidingen, andere dan die bedoeld in artikel 11, "specifieke opleidingen" genaamd, die kunnen worden gevolgd".

Artikel 16.

Men schrijve : "Als specifieke opleiding kunnen worden gevolgd de opleidingen van universitair onderwijs of gelijkwaardig, erkend door ...".

Artikel 19.

1. Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, kan als volgt worden gesteld :

"Jaarlijks wordt een afzonderlijke cursus voor kandidaat-hoofdofficier georganiseerd, die alleen toegankelijk is voor :

1° de officieren die geslaagd zijn voor een extramurale opleiding;

2° de overige officieren".

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"De officier-geneesheer, de officier-apotheker, de officier-tandarts of de officier-veearts die geslaagd is voor een extramurale opleiding, kan op zijn verzoek door ...".

3. In paragraaf 3, 1°, die het derde lid, 1°, wordt, wordt voorgesteld te schrijven : "een opleiding te verstrekken die hem voorbereidt op de functie ...".

Artikel 21.

1. Men vervange de woorden "module" en "modules" door de woorden "lespakket" en "lespakketten". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

2. De benaming van de verschillende lespakketten moeten overal tussen aanhalingstekens worden geplaatst.

3. In de Franse tekst schrijve men in paragraaf 1, eerste lid, 3° : "... dispensé uniquement aux officiers stagiaires ...".

Een soortgelijke opmerking geldt voor paragraaf 2, 2°.

4. In paragraaf 1, tweede lid, vervange men het woord "organisme" door "instelling". Deze opmerking geldt ook voor artikel 36, § 1, 3°.

5. In paragraaf 2, 2°, vervange men het woord "enkel" door het woord "uitsluitend". Voorts schrijve men de volgende benamingen voluit : "officieren-geneesheren", "officieren-apothekers", "officieren-tandartsen", "officieren-veeartsen". Deze opmerkingen gelden voor het gehele ontwerp.

Artikel 25.

Voorgesteld wordt het artikel aldus te stellen :

"Art. 25. Tentamens die geen uitsluiting van verdere deelnemingen tot gevolg hebben kunnen worden georganiseerd aan het einde van elk lespakket en, binnen een bepaald lespakket, aan het einde van sommige cursussen of delen daarvan. Die tentamens tellen mee bij de eindbeoordeling die door de commandant van het instituut aan het einde van de cursus voor kandidaat-hoofdofficier wordt gegeven volgens het model in bijlage 6 bij dit besluit".

Artikel 26.

1. Onder voorbehoud van de algemene opmerking over de vorm nr. 1 wordt voorgesteld paragraaf 1 als volgt te stellen :

"Art. 26. § 1. Jaarlijks wordt slechts één periode van beroepsexamens voor bevordering tot de graad van majoor georganiseerd voor de kandidaat-hoofdofficieren die de cursussen voor kandidaat-hoofdofficier hebben gevolgd.

Die examenperiode wordt georganiseerd wanneer die cursus afgelopen is.

Voor de kandidaten die niet geslaagd zijn voor het ... wordt op zijn laatst drie maanden na de einddatum van de eerste examenperiode een tweede examenperiode georganiseerd".

2. Als dat de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, zou het beter zijn het bijwoord "evenwel" in paragraaf 2, eerste zin, te vervangen door de woorden "In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, ...". In dat geval zou het beter zijn de eerste zin als volgt te stellen :

"In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, organiseert het instituut aan het einde van het lespakket "intermachten", bedoeld in artikel 22, een schriftelijk examengedeelte over dat pakket".

Het zou beter zijn de tweede zin als volgt te stellen :

"De commandant van het instituut bezorgt de uitslagen van dat examen aan de voorzitter van de examencommissie bedoeld in artikel 29".

Het zou beter zijn de derde zin van paragraaf 2 te verduidelijken. Zo rijst onder meer de vraag of een officier die slaagt voor het examengedeelte (of examen) over het lespakket "intermachten" vrijgesteld wordt van de verplichting om het opnieuw af te leggen. Wat echter als de gegadigden zakt voor dat examengedeelte (of examen) ?

Onder voorbehoud van wat voorafgaat, schrijve men "een officier uitstel krijgt op grond van artikel 27" in plaats van "een officier wordt uitgesteld op basis van artikel 27", "uitslagen" in plaats van "resultaten", "bezorgd" in plaats van "overgemaakt", "examentijd" in plaats van "zittijd" en "waarbij deze officier wordt ingedeeld" in plaats van "waaraan deze officier wordt toegevoegd".

Artikel 27.

1. In paragraaf 1, tweede lid, vervange men het woord "beletsel" door het woord "verhindering" en het woord "gekend" door het woord "bekend".

2. In de Franse tekst schrijve men in paragraaf 1, tweede lid :

"La demande d'ajournement est introduite ...".

3. In paragraaf 1, derde lid, schrijve men :

"De minister of de door hem aangewezen militaire overheid oordeelt over de redenen die het uitstel wettigen".

Artikel 29.

Er dient te worden geschreven :

"De Minister van Landsverdediging ... en wijst er de leden van aan".

Artikel 30.

In paragraaf 2 schrijve men telkens "gecorrigeerd" in plaats van "verbeterd".

Artikel 31.

Aan het slot schrijve men : "... behoeft geen nieuwe beroepsexamens meer af te leggen".

Afdelingen II en III.

1. De afdelingen, met uitzondering van de eerste afdeling, behoren te worden genummerd met Romeinse cijfers.

2. Onder voorbehoud van de algemene opmerking over de vorm nr. 1 zou het beter zijn het opschrift van afdeling II als volgt te stellen :

"Programma van ... voor de officieren die een extramurale opleiding hebben gevolgd".

Voor afdeling III wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Programma van ... voor de officieren die geen extramurale opleiding hebben gevolgd".

Artikel 35.

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, 2°, leidt het woord "proefschrift" tot verwarring, omdat het in het bijzonder wordt gebruikt voor het geschrift van een afgestudeerde van de universiteit of hogeschool op de verdediging waarvan hem de titel van doctor wordt verleend. Het zou beter zijn het woord "verhandeling" te gebruiken.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36, § 1, die het eerste lid, 2°, wordt.

2. Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te stellen :

"De kandidaat die minder dan vijftig procent heeft behaald voor alle ... samen en voor het ... bedoeld in § 1, 2°, en minder dan veertig procent voor het ... bedoeld in § 1, 1°, is niet geslaagd".

Artikel 36.

1. In de inleidende zin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, moeten de woorden "met uitzondering van de officieren bedoeld in § 4," vervallen. Zij zijn overbodig wegens paragraaf 4, die het vierde lid wordt, van hetzelfde artikel.

2. Voorgesteld wordt paragraaf 3, die het derde lid wordt, te stellen als volgt :

"De kandidaat die minder dan vijftig procent heeft behaald voor alle examengedeelten samen en voor het examengedeelte bedoeld in het eerste lid, 2°, en minder dan veertig procent voor de andere examengedeelten, is niet geslaagd voor het examen".

3. Het derde lid kan worden gesteld als volgt :

"Wanneer een officier-repetitor van de Koninklijke Militaire School, nadat hij geslaagd is voor de specifieke opleiding, een doctoraat behaalt, legt hij alleen het in het eerste lid, 1°, bedoelde examengedeelte af. Wanneer hij minder dan 40 procent behaalt, is hij niet geslaagd voor dat ...".

Artikel 37.

Het zou beter zijn het artikel te stellen als volgt :

"De kandidaat die zakt voor één of meer ... waarvoor de slaagdrempel is vastgesteld op veertig procent, mag die ... een tweede maal afleggen".

Artikel 38.

Sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 maart 1974 is de wijziging die door het koninklijk besluit van 3 november 1964 in artikel 66 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 is aangebracht, doelloos geworden. Er is dus geen grond om die wijzigingstekst te vermelden.

Men schrijve : "... vervangen bij het koninklijk besluit van 7 januari 1964, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 maart 1974, 27 oktober 1976 en 29 januari 1980, ...".

Artikel 39.

1. Voorgesteld wordt de inleidende zin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te stellen :

"Art. 39. Opgeheven worden, onverminderd de bepalingen van het tweede en het derde lid :".

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, 2° en 3°, zou het beter zijn de datum en het opschrift van het bedoelde koninklijk besluit te vermelden.

Onder voorbehoud van deze opmerking, zou het beter zijn paragraaf 2, 2°, te stellen als volgt :

"2° een reeks beroepsexamens afleggen om benoemd te kunnen worden tot de graad van majoor ..., of uitstel hebben gekregen voor deze ...;".

3. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, leiden de woorden "Voor de bepalingen die hen betreffen" tot rechtsonzekerheid. Het is niet duidelijk welke bepalingen precies van toepassing zijn op de officieren bedoeld in artikel 43. Die bepalingen moeten op zijn minst opgesomd worden in het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het onderhavige besluit. Op dit punt geeft dat verslag thans immers geen enkele aanwijzing.

Artikelen 40 en 41.

Het zou beter zijn beide bepalingen samen te brengen in één artikel.

Artikel 41 van het ontwerp geeft overigens geen antwoord op de vraag of de aanwijzing, waarvan in dat artikel sprake is, van ambtswege of op verzoek van de officieren geschiedt.

Onder voorbehoud van die opmerking, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Art. 40. De voorwaarde bepaald in de artikelen 20, § 1, 3°, en 43, § 1, 4°, is niet van toepassing op de officieren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de graad bezitten van :

1° kapitein of kapitein-commandant;

2° vaandrig-ter-zee bij de zeemacht.

De stafchef van een krijgsmachtdeel kan echter officieren van het actief kader van zijn krijgsmachtdeel, bedoeld in het eerste lid, 1°, aanwijzen om de cursus staftechniek te volgen. De artikelen 2 tot 10 zijn op hen van toepassing".

Artikel 42 (dat artikel 41 wordt).

Het staat niet aan de Minister van Landsverdediging te bepalen op grond van welke voorwaarden de Koning het brevet van ingenieur van het militair materieel verleent aan een officier van de zeemacht.

Naar het voorbeeld van de artikelen 13 en 14 moet het ontworpen besluit vermelden op grond van welke voorwaarden de Koning dat brevet verleent; één van die voorwaarden is volgens het verslag aan de Koning dat de officier dat brevet wenst te behalen.

Dit artikel moet derhalve grondig worden herzien.

Artikel 43 (dat artikel 42 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende zin van paragraaf 1 als volgt te stellen :

"De Minister van Landsverdediging kan de officieren van het korps van de administratie aanvaarden om aan het instituut een specifieke opleiding te volgen voor bevordering tot de graad van majoor, hierna te noemen "de opleiding", mits zij voldoen aan de volgende voorwaarden :".

2. In paragraaf 1, 1°, is de uitdrukking "tenminste sinds de datum van inwerkingtreding van dit besluit" dubbelzinnig, omdat het niet zeker is of die betekent "op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit" of "na de inwerkingtreding van dit besluit". Die dubbelzinnigheid moet worden opgeheven.

In paragraaf 1, 2°, zou het beter zijn te schrijven :

"2° zich niet hebben kunnen opgeven voor de opleiding bedoeld in het koninklijk besluit van 18 oktober 1982 betreffende de School der militaire administrateurs;".

3. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "binnen zes werkdagen na de kennisgeving van dit advies" in plaats van "binnen de zes werkdagen die volgen op de kennisgeving van dit advies".

4. Paragraaf 5 zou gesteld moeten worden naar het model van artikel 25.

5. Paragraaf 6, tweede lid, zou als volgt gesteld kunnen worden :

"De bevoegdheden van de commandant en van de tweede commandant van de school, bepaald in artikel 20 van het koninklijk besluit bedoeld in het eerste lid, 2°, worden uitgeoefend door de commandant en de tweede commandant van het instituut".

6. Paragraaf 7 zou als volgt gesteld moeten worden :

"Om te slagen voor het examengedeelte bedoeld in paragraaf 6, eerste lid, 1°, moet de officier-stagiair ten minste vijftig procent behalen voor alle examengedeelten samen en voor het examengedeelte bedoeld in paragraaf 6, eerste lid, 1°, b), en ten minste veertig procent voor het examengedeelte bedoeld in paragraaf 6, eerste lid, 1°, a).

De officier-stagiair die minder dan vijftig procent behaalt voor het geheel van de examengedeelten bedoeld in het eerste lid, mag het geheel van die examengedeelten een tweede maal afleggen.

De officier-stagiair die weliswaar ten minste vijftig procent heeft behaald voor alle examengedeelten samen maar voor één examengedeelte gezakt is, mag dat examengedeelte een tweede maal afleggen.

De officier-stagiair die als eindresultaat minder dan zestig procent van de punten heeft behaald, is gezakt voor het examengedeelte bedoeld in paragraaf 6, eerste lid, 2°.

De officier-stagiair die zakt voor een examengedeelte verliest van rechtswege de hoedanigheid van officier-stagiair".

7. In paragraaf 8 vervange men de woorden "geslaagd is in" door de woorden "geslaagd is voor".

Artikel 44 (dat artikel 43 wordt).

Aan het einde van het artikel vervange men de woorden "op hem van toepassing is" door de woorden "vereist is".

Overigens zou het beter zijn artikel 44 als volgt te stellen :

"De officier die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de cursussen volgt van de School der militaire administrateurs kan niet in de hoedanigheid van officier-stagiair worden aanvaard voor de cursus voor kandidaat-hoofdofficier bedoeld in artikel 19. Indien een officier het brevet van militair administrateur niet behaalt, kan hij zich laten inschrijven voor de cursus voor

kandidaat-hoofdofficier, zonder dat de anciënniteitsvoorwaarde bepaald in artikel 20, § 1, 2°, vereist is".

Artikel 46 (dat artikel 45 wordt).

De woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991" behoren te vervallen.

Overigens zou het beter zijn artikel 46 als volgt te stellen :

"Gedurende de overgangsperiode bedoeld in ..., kunnen de officieren-stagiairs van de cursus voor kandidaat-hoofdofficier de opleiding bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 1982 betreffende de School der militaire administrateurs geheel of gedeeltelijk aan het instituut volgen".

Artikel 47 (dat artikel 46 wordt).

1. In het eerste lid, 1°, zou het beter zijn te schrijven :

"1° op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, hetzij geslaagd is voor een opleiding die voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 15 en 16, hetzij die opleiding is begonnen en geslaagd is vóór de datum van de aanvaarding;".

In het eerste lid, 2°, behoort het woord "voornoemde" te vervallen.

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Op zijn aanvraag kan de stafchef van zijn krijgsmachtdeel hem evenwel toestemming verlenen om de cursus bedoeld in artikel 21, § 1, te volgen".

Artikel 48.

Er is geen grond om in het onderhavige geval af te wijken van het beginsel dat verordeningen geen terugwerkende kracht hebben.

De bepaling behoort te vervallen.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van heel wat bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in het advies talrijke tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : R. ANDERSEN, conseillers d'Etat, président,
de Heren : staatsraden, voorzitter,

J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST. R. ANDERSEN.